



partageons les connaissances au profit des communautés rurales  
sharing knowledge, improving rural livelihoods

**Pour diffusion immédiate**

Ref. 110323 / 1

---

---

**PRESS RELEASE / COMMUNIQUE DE PRESSE**

---

---

## **Mieux prévenir les crises alimentaires en investissant davantage**

**Bruxelles, 24 mars 2011 – Selon les experts réunis à l’occasion du dernier *Briefing de Bruxelles sur le développement*, investir davantage dans le développement agricole et rural permettra à l’avenir d’assurer une prévention efficace des crises alimentaires. L’expérience passée confirme la pertinence et la productivité d’un tel investissement.**

Aujourd’hui, la faim dans le monde touche près d’un milliard de personnes. La flambée et la volatilité des prix alimentaires risquent d’aggraver une situation déjà difficile. Qui plus est, la population mondiale devrait atteindre 9 milliards d’être humains d’ici 2050. La production agricole devra donc augmenter d’au moins 70 % pour répondre aux besoins d’une population de plus en plus nombreuse. Depuis 2007, les pics des prix alimentaires mondiaux constituent une grave menace pour la sécurité alimentaire des populations. Ils ont provoqué des émeutes de la faim dans certains pays pauvres. Ces événements ont entraîné une instabilité politique, la régulation publique des marchés alimentaires agricoles et la fermeture des frontières aux exportations de denrées alimentaires.

Lors du dernier Briefing de Bruxelles, consacré à la géopolitique de l’alimentation, les représentants de plusieurs organisations, dont l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), l’Institut du Millénaire et le Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD), ont reconnu la nécessité d’augmenter de manière significative le niveau des dépenses publiques consacrées à l’agriculture.

« Nous savons que des changements apparaissent rapidement (en deux ou trois ans) à chaque fois que les pouvoirs publics investissent massivement dans l’agriculture », a déclaré Sylvie Brunel, de l’Université Paris-Sorbonne (Paris IV).

Ce forum d’experts organisé par le CTA et ses partenaires a mis en lumière la nécessité, pour les gouvernements et les donateurs, d’intervenir dès à présent pour lutter contre l’insécurité alimentaire et promouvoir une agriculture durable, tout en protégeant et en responsabilisant les petits exploitants agricoles. En outre, il s’avère nécessaire de renforcer la gouvernance et la transparence des marchés, tant au niveau régional que mondial, afin d’éviter ou de limiter l’impact de nouvelles crises alimentaires à l’avenir.

**Le prochain Briefing de Bruxelles sur le développement** se tiendra le 13 avril 2011 et portera sur le thème suivant : « L’eau que nous mangeons : défis et opportunités pour les pays ACP en temps de pénurie ».

\*\*\*

## **A propos du CTA**

Le CTA est une institution conjointe opérant dans le cadre de l'Accord de Cotonou entre les Etats membres du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les Etats membres de l'Union européenne (UE). Il a pour mission d'améliorer la sécurité alimentaire, d'accroître la prospérité et d'appuyer une gestion solide des ressources naturelles dans les pays ACP. Le CTA est financé par l'UE.

**Site web du Briefing de Bruxelles sur le développement** : <http://bruxellesbriefings.net>

**Contact médias** : Isolina Boto – Tél : +32-2-513.74.36 – Email : [boto@cta.int](mailto:boto@cta.int)



partageons les connaissances au profit des communautés rurales  
sharing knowledge, improving rural livelihoods

***For immediate release***

110323 / 1

---

---

**PRESS RELEASE / COMMUNIQUE DE PRESSE**

---

---

## **Preventing food crises requires more investment**

**Brussels, 24 March 2011 – Averting future food crises requires a significant increase in investment in agricultural and rural development, according to leading experts at the most recent CTA Brussels Development Briefing. Past experience shows that this will be money well spent.**

At present, around 1 billion people go hungry every day. Volatile and rising food prices are likely to make matters worse in the near future. Furthermore, the world population is projected to rise to 9 billion by 2050. To satisfy the needs of all, food production must increase by at least 70%. Since 2007, spikes in world food prices have threatened global food security and sparked off food riots in some poor countries. The result has been political instability, government intervention in food markets and the closure of borders to food exports.

At a CTA experts' briefing on the Geopolitics of Food, representatives of a broad range of organisations, including the UN Food and Agriculture Organization (FAO), the Millennium Institute and the New Partnership for Africa's Development (NEPAD), agreed that governments need to significantly increase public spending on agriculture.

"We know that whenever governments invest heavily in agriculture, change can come very quickly, in just 2 or 3 years," said Sylvie Brunel of Sorbonne University, Paris IV

The CTA experts' Briefing emphasised the need for governments and donors to act now to tackle food insecurity and support sustainable agriculture, while protecting and empowering small-scale farmers. Sound global and regional governance and market transparency are needed to prevent or limit further food price crises.

**The next Brussels Development Briefing** on 'The water we eat: challenges for ACP countries in times of scarcity' will take place on 13th April 2011

\*\*\*

### **About CTA**

CTA is a joint international institution operating in the framework of the Cotonou Agreement between the African, Caribbean and Pacific (ACP) Group of States and the European Union (EU). Its mission is to advance food security, increase prosperity and encourage sound natural resource management in ACP countries. CTA is funded by the EU.

**Relevant website:** <http://brusselsbriefings.net>

**Media contact:** Mrs Isolina Boto - Tel: +32-2-513.74.36 - Email: [boto@cta.int](mailto:boto@cta.int)